

## **Le néo-libéralisme : unité, diversité, divergences**

Serge AUDIER

**Serge Audier répond aux trois lectures de son ouvrage et en réaffirme les enjeux : le néo-libéralisme n'est pas un courant univoque, son histoire est faite tout autant de ruptures, de désaccords, d'évolutions que de convergences. Nier ainsi la diversité des « néo-libéralismes », c'est confondre les époques et se laisser aveugler par un terme devenu, à force de critiques, un peu fourre-tout.**

Le terme « néo-libéralisme » est aujourd'hui omniprésent. Il semble désigner les grandes mutations de notre époque depuis les années 1970 : dérégulation, privatisations, retrait de l'État, explosion des inégalités, mise en concurrence généralisée. En travaillant depuis près d'une décennie sur la genèse de ce mot et de ce mouvement, notamment en rééditant le Colloque Lippmann<sup>1</sup>, mon but était de contribuer à clarifier les choses dans ce domaine de plus en plus confus. De fait, le néo-libéralisme finit par désigner, chez plusieurs chercheurs ou intellectuels, la quasi-totalité des expériences socio-économiques actuelles, et même passées, depuis l'« économie sociale de marché » des années 1950 en Allemagne, voire depuis l'expérience économique de Mendès France, jusqu'à l'Amérique de Bush et l'Europe actuelle. En gagnant en extension et en généralité, le mot a perdu en précision. Le but de ce livre n'était certainement pas de brouiller les pistes, mais, tout au contraire, de fournir une carte et une boussole. Et de prendre acte de certains moments de confusion, quand ils font partie de l'histoire.

---

<sup>1</sup> S. Audier, *Raymond Aron, la démocratie conflictuelle*, Paris, Michalon, 2004. Je me permets de renvoyer surtout à mes deux présentations, sensiblement différentes, de la réédition du Colloque Lippmann : « Le Colloque Lippmann ou la face cachée du "néo-libéralisme" », *Aux origines du néo-libéralisme. Le Colloque Lippmann*, Latresnes, Le Bord de l'eau, 2008, pp. 7-243 ; « Penser le "néo-libéralisme" », *Le Colloque Lippmann. Aux origines du "néo-libéralisme"*, Latresnes, Le Bord de l'eau, 2012, p. 7-406. Voir la recension sur la *Vie des idées*, <http://www.laviedesidees.fr/Aux-sources-du-neoliberalisme.html>.

## **Le néo-libéralisme au pluriel**

Je n'ai pas voulu dans ce livre « déconstruire » radicalement le néo-libéralisme. Mon objectif était plus simple : repérer des courants, analyser des points de convergences et de désaccords, saisir des évolutions, voire des ruptures historiques, cerner des spécificités nationales. Le fait qu'il ait existé des « réseaux » scientifiques ou militants internationaux – et je m'y arrête assez longuement, même si on peut faire davantage –, ainsi que des institutions et des partis qui sont connus pour avoir porté le « néo-libéralisme », ne signifie pas *ipso facto* qu'une seule et unique tendance les animait, que leurs programmes étaient similaires, ou en tout cas largement superposables, par-delà les différences. Là réside mon désaccord amical avec certains sociologues et politologues que défend et dont se réclame ici l'historien Jean Solchany. Curieusement, cet effort pour distinguer des types et des différences historiques est parfois interprété comme une façon de créer un rideau de fumée pour dire que le néo-libéralisme n'existe pas. Je crois plutôt me montrer ici fidèle à certaines tendances de l'histoire contemporaine : par exemple, les spécialistes italiens du fascisme montrent qu'il y a eu plusieurs tendances au sein du fascisme, en partie concurrentes, y compris une « gauche fasciste », qui a en partie échoué<sup>2</sup>. Même le « philosophe officiel » du régime, Giovanni Gentile, fut très contesté y compris parmi les cercles fascistes. Dire cela, ce n'est pas être un « déconstructeur » soutenant que le fascisme n'existe pas. Si confusion il y a, c'est d'abord quand tous les modèles et les expériences sont ramenés à un seul type. Que dirait-on d'un historien du Parti socialiste qui dirait que Jean-Pierre Chevènement et Michel Rocard, ainsi que leurs soutiens respectifs, partageaient un même projet, sous prétexte qu'ils appartenaient au même parti, et aux mêmes gouvernements ? Comparaison n'est pas raison, mais l'histoire du néo-libéralisme n'est ni linéaire ni monolithique.

Cependant, cette histoire reste mal connue de la plupart, et l'on peut procéder à de grossiers amalgames sans choquer personne. Les listes de noms prolifèrent aux dépens d'une analyse sérieuse des diverses positions ou controverses. Il faut dire que beaucoup des acteurs de cette histoire tourmentée du néo-libéralisme sont tombés dans l'oubli. Et on sait que l'histoire est souvent écrite du point de vue des vainqueurs. À la fin de sa vie, Milton Friedman pourra ainsi évoquer la trajectoire de la Société du Mont Pèlerin, où il fut en vérité très peu actif dans ses dix premières années, en gommant même les noms de ses principaux

---

<sup>2</sup> G. Parlato, *La sinistra fascista. Storia di un progetto mancato*, Bologne, Il Mulino, 2000.

protagonistes, et en la réduisant à un retour au libéralisme classique. Et il n'est pas le seul, je le souligne, à falsifier le passé. C'est d'ailleurs pourquoi il ne s'agissait pas, contrairement à ce qui a été dit, de rejeter unilatéralement toutes les interprétations dites « de gauche » ou de l'ultra-gauche. Elles ont, me semblent-ils, de grandes limites – notamment une vision trop téléologique et monolithique – mais aussi des vertus : les approches foucaaldiennes, bourdieusiennes, et plus encore marxistes – éclairant le néo-libéralisme par une nouvelle « lutte des classes » – ont des choses précieuses à apporter. Une curieuse lecture, trop focalisée sur la dimension jugée polémique, est passée à côté de ce que j'ai voulu montrer dans ce livre, ainsi que dans ma préface au Colloque Lippmann : les cibles, s'il y en a, sont au moins autant les biographes et hagiographes libéraux « de droite ». J'évoque même des méthodes quasi-staliniennes de réécriture de l'histoire de la part de certains protagonistes et thuriféraires libéraux de la Société du Mont Pèlerin (p. 397). Toutefois, il est vrai aussi que les critiques anti-libéraux ont été piégés par la façon dont certains des représentants de la Société ont eux-mêmes réécrit cette histoire.

Le néo-libéralisme, d'après mon enquête, se conjugue donc au pluriel. Certes, je souligne moi-même que, entre les différentes tendances, il y a bien eu des convergences, des alliances, et des adversaires communs – le communisme, le socialisme, le dirigisme, le keynésianisme, le compromis social-démocrate, etc. Cependant, on peut distinguer aussi plusieurs époques et courants. D'abord, le mot « néo-libéralisme », qui surgit à la fin des années 1930, n'a pas vraiment – voire, parfois, pas du tout – le même sens que le « néo-libéralisme » qui réapparaît dans les années 1970, notamment après le coup d'État de Pinochet et l'expérience ultra-libérale des « *Chicago Boys* ». Les contextes sont d'ailleurs radicalement différents. Lors du Colloque Lippmann – qui se tient sous la pression, entre autres, du communisme, du fascisme et du nazisme –, le mot « néo-libéralisme » avait été adopté, mais ce fut de justesse, et le consensus fut partiel. Certains parlaient d'« interventionnisme libéral », de « libéralisme constructeur », de « libéralisme social » – Louis Marlio, personnalité centrale que j'exhume, y restera attaché –, ou encore de « libéralisme de gauche ». Si « néo-libéralisme » a été choisi, non sans débats, c'est par mimétisme concurrentiel avec le « néo-socialisme » : il s'agissait de définir une troisième voie entre le vieux « laisser-faire » et le dirigisme, qui consisterait à son tour en une « révision » – mot clé des « planistes » et « néo-socialistes » – de la vieille doctrine libérale. Ainsi, « libéralisme constructeur » et « libéralisme constructif » font écho à la « révolution constructive » d'un courant planiste de la S.F.I.O. Cette révision impliquait une critique du « laisser-faire », mais

qui ne se réduisait nullement – contrairement à ce que suggèrent des travaux récents, notamment foucaaldiens – à l’apologie d’une société concurrentielle : pour nombre de membres du Colloque Lippmann, notamment ceux de sensibilité sociale et conservatrice, le libéralisme devait changer en intégrant une dimension sociologique et interventionniste, en vue de finalités sociales. À cette époque, les très libéraux Ludwig von Mises et Friedrich Hayek – qui ne parlaient pas, eux, de néo-libéralisme... – étaient minoritaires, et un conflit devait les opposer à d’autres membres du colloque, comme Alexander Rüstow, Auguste Detoef, ou John Bell Condliffe. Ces lourds clivages avaient d’ailleurs été bien perçus par certains des acteurs eux-mêmes, comme Detoef et Rüstow, et ils avaient été consignés dès 1939 par Gaëtan Pirou dans son livre pionnier sur le « néo-libéralisme »<sup>3</sup>. Concernant Lippmann, le même Pirou soulignait, dans une conférence, que « en lisant *La Cité libre*, on a plus d’une fois l’impression que la presque totalité du *New Deal* pourrait être insérée dans l’agenda du libéralisme<sup>4</sup> ». Le jugement peut paraître excessif, mais il témoigne de l’ambiguïté de la situation. En revanche, avec la naissance de la Société du Mont Pèlerin, en avril 1947, et, bien plus encore, au cours des années 1970 – dans un contexte tout autre : celui de la crise des solutions dites « keynésiennes », de la « révolte fiscale » aux États-Unis, des mutations dans le monde de la finance et de l’entreprise, etc. –, le mot prendra un sens bien plus offensif, nettement anti-étatiste, anti-redistributeur et dérégulateur. On ne parle plus alors de « révision » du « vieux » libéralisme.

En outre, je distingue plusieurs tendances, qui ne sont pas toujours séparées de manière étanche. Mentionnons-en certaines : côté allemand, l’ordo-libéralisme (Walter Eucken et son école), centré sur les règles de la concurrence contre les monopoles, et le « libéralisme sociologique » (Alexander Rüstow et Wilhelm Röpke), plus attaché à l’intégration sociale ; côté autrichien, les deux voies de Mises, proche d’un laisser-faire intégral, et de Hayek, préoccupé de l’ordre spontané du marché ; côté américain, l’école de Chicago, avec la génération des années 1930 (Frank Knight et Henry Simon), plus interventionniste que celle qui sera connue dans les années 1960-1970 avec Milton Friedman et George Stigler ; sans oublier les libertariens de la Foundation for Economic Education, partisans d’un État minimal. En outre, je mentionne des tendances qui ont pu certes s’unir, mais qui étaient différentes et dont les porte-voix se considéraient comme tels : libertarianisme, « nouveau conservatisme », néo-conservatisme, théo-conservatisme, etc. Et il

---

<sup>3</sup> G. Pirou, *Néo-libéralisme, Néo-corporatisme, Néo-socialisme*, Paris, Gallimard, 1939.

<sup>4</sup> G. Pirou, « Aspects nouveaux des doctrines sociales », *Nouveaux Cahiers*, 1er décembre 1939, p. 11.

y a aussi des auteurs plus difficilement classables, comme Walter Lippmann lui-même, qui pouvait se nourrir à la fois de Mises, de Hayek et surtout, y compris en 1937, de son cher ami Keynes – qui a tant fait, se réjouissait-il dans *The Good Society*, « pour démontrer aux peuples libres que l'économie moderne peut être régulée sans dictature » : nous sommes loin de Hayek ! –, ou encore les Français, autour de Louis Rougier et Maurice Allais, défenseur constant d'une « troisième voie » entre vieux libéralisme et socialisme, dans le sillage de Léon Walras et de Lippmann qu'il admirait.

### **Le libéralisme de Röpke**

Lorsqu'on lit les comptes rendus publiés ici de mon ouvrage, on mesure toute la complexité de ce dossier. Ainsi, Vincent Valentin, philosophe de sensibilité libertarienne, et Jean Solchany, historien du nazisme qui s'intéresse aux intellectuels allemands, ont des démarches et des conclusions très divergentes, pour ne pas dire contradictoires. En effet, V. Valentin, qui est très marqué par le « nouvel économiste » Henri Lepage<sup>5</sup>, soutient, ici comme ailleurs<sup>6</sup>, qu'il n'y a que très peu de choses en commun entre le « néo-libéralisme » des années 1930 et celui des années 1970, tandis que J. Solchany – dans le sillage d'une certaine sociologie des réseaux que je critique et qu'il défend – croit pouvoir désigner le néo-libéralisme, à tort selon moi, comme une « réalité tout à fait tangible des années 1930 aux années 2000 ». De même, tandis que J. Solchany soutient que nous assistons à un « revival » de l'économiste allemand Röpke, V. Valentin considère au contraire que son impact reste très marginal à l'échelle mondiale. Le premier parle en philosophe, et perçoit d'évidents clivages conceptuels, là où le second parle surtout en historien des réseaux intellectuels. Quand au chercheur anglais Emile Chabal, marqué notamment par les travaux de Tony Judt, il insiste davantage sur le basculement des années 1970, la crise du marxisme et la conversion au marché.

Il est un peu dommage que les éléments de discussion avancés par J. Solchany soient tous centrés sur son auteur de prédilection, à savoir Röpke. Cela l'oblige à vite passer sur des figures essentielles, comme Rougier et Lippmann, et à sacrifier l'analyse des positions de nombreux allemands. Surtout, la trajectoire de Röpke est en partie indissociable de celle de Rüstow. Or, celui-ci sera un adversaire farouche de Mises lors du Colloque Lippmann, et il accusera les économistes de l'école autrichienne, dans sa correspondance avec Röpke, d'avoir

---

<sup>5</sup> H. Lepage, *Demain le capitalisme*, Paris, Librairie générale française, 1978.

<sup>6</sup> Cf. V. Valentin, *Les conceptions néo-libérales du droit*, Paris, Economica, 2002, p. 10.

défendu un vieux libéralisme qui a provoqué la catastrophe des années 1930. Pour lui, Mises et Hayek avaient leur place, disait-il, derrière une glace, dans un musée ! Rüstow et Röpke partageaient de nombreuses convictions sur « l’aveuglement sociologique » du vieux libéralisme, mais le premier se distinguait du second notamment par son projet de quasi-abolition de l’héritage au nom de l’égalité au point de départ, alors que Röpke – comme je le rappelle moi-même ici et ailleurs –, n’y était pas favorable, en s’appuyant sur la sociologie catholique de Le Play, et non pas sur la base d’un argumentaire de la liberté absolue des propriétaires.

Si J. Solchany, qui glisse hélas sur ce dernier point, se dit « irrité » par ma critique de certains sociologues et politistes qu’il apprécie, je suis moi-même un peu déconcerté, avec d’autres chercheurs, par la façon dont certains renvoient trop systématiquement le sens de l’ordo-libéralisme et de l’économie sociale de marché à leurs supposées connivences – même partielles – avec le régime nazi. La thèse a aujourd’hui le vent en poupe dans certains cercles académiques et militants puissants, et très hostiles à l’économie sociale de marché. Je ne néglige certes pas la critique du parlementarisme, contrairement à ce qu’il dit, puisque j’évoque même des affinités avec Carl Schmitt. Mais aller trop loin dans ce sens risquerait de conduire à des jugements partiels. Dans son entreprise de « démythologisation » et dans sa critique abrupte de certains travaux solides, comme ceux d’Anthony James Nicholls<sup>7</sup>, le politologue Ralf Ptak, que défend ici J. Solchany, me semble verser dans une approche trop unilatérale.

Je laisse de côté d’autres polémiques plus françaises – qui relanceraient de vaines controverses – pour nuancer donc les « nuances » de J. Solchany, et surtout le rassurer. Il y a en effet dans son analyse de graves malentendus sur mon propos, et ils sont si nombreux que je ne pourrai répondre sur tout. Contrairement à ce qu’il soutient, je n’ai jamais fait de Röpke un libéral « progressiste ». Les éléments que j’avance dans le sens contraire sont dépourvus d’ambiguïté. Commençons par son contresens le plus important. D’après J. Solchany, j’aurais commis l’erreur de dire que Röpke s’était converti aux idées de Keynes. Voilà qui me laisse stupéfait : je n’ai jamais proféré une erreur pareille. Loin d’affirmer que Röpke était d’accord avec le maître de Cambridge, j’ai souligné plusieurs fois le contraire, en relevant notamment qu’il était devenu un « critique de Keynes » (p. 129), ou encore qu’il s’était élevé contre ceux

---

<sup>7</sup> A. J. Nicholls, *Freedom with Responsibility. The Social Market Economy in Germany, 1918-1963*, Oxford, Clarendon Press, 2000.

qui faisaient de Keynes un « néo-libéral », jugeant même cette idée « grotesque » (p. 179). J'ai mentionné aussi ses liens très étroits avec le journal libéral-conservateur *Neue Zürcher Zeitung* et avec le journaliste Carlo Mötteli, un de ses principaux relais, en précisant que celui-ci contribuera au « rejet par la Suisse du keynésianisme » (p. 252). Si J. Solchany croit pouvoir me prêter une thèse en effet erronée, c'est en sortant de son contexte un seul paragraphe consacré à tout autre chose qu'au keynésianisme. Ce court développement porte en effet sur les affinités entre Röpke et l'ultra-conservateur Russell Kirk, qui partageaient une hostilité farouche vis-à-vis de l'utilitarisme, notamment celui de Mises. Tous deux, bien qu'anti-keynésiens notoires, citent alors le même texte de Keynes. Mais pour éviter tout malentendu, je précise bien (p. 532) qu'il s'agit seulement d'un accord sur « un certain Keynes » – et certainement pas concernant toute sa pensée économique !

De même, loin de nier l'attachement ferme de Röpke à l'économie de marché, je rappelle son « hostilité au *Welfare State* », ses « diatribes contre le plan Beveridge ou contre la planification à la française », ou encore son rejet virulent des politiques sociales progressistes de Kennedy et de Johnson (p. 492). Dans ma préface au Colloque Lippmann, je précise aussi que, en 1958, Röpke évoqua un combat nécessaire « sur deux fronts » – contre certaines grandes entreprises et contre l'étatisme – tout en expliquant que le second front était devenu prioritaire. Et je précise même que l'antisocialisme de Röpke devait s'accroître dans les années 1950-1960. Pas davantage en ai-je fait un militant de l'égalité ! Jamais : je précise même qu'il était un « contempteur de l'égalitarisme démocratique » (p. 596). Simplement, je souligne que sa vision conservatrice de la société n'allait pas dans le sens de l'explosion des inégalités en faveur d'une infime minorité. Depuis les années 1940, il ne cessera de soutenir qu'une société saine doit reposer sur des « classes moyennes », disposant « d'une propriété et d'un revenu modestes ou moyens », et faisant montre de « vertus civiques »<sup>8</sup>. Et il avertira du danger des inégalités extrêmes. Hélas, J. Solchany rend méconnaissable mon propos en sortant une de mes phrases de son contexte. À tort, il me reproche aussi d'avoir négligé l'anticommunisme de Röpke, alors que j'y insiste lourdement (p. 353, p. 355), tout comme sur son alliance avec les milieux ultra-conservateurs, y compris certains ex-doctrinaires de Vichy – ce qui ne retire rien au fait qu'il fut un universitaire anti-nazi. J'ai évoqué en outre ses liens institutionnels avec des réseaux entrepreneuriaux libéraux comme « La libre entreprise » – ce qui ne l'empêchera pas de confier à Jouvenel qu'il détestait cet intitulé ! –, et conservateurs,

---

<sup>8</sup> W. Röpke, *Au-delà de l'offre et de la demande*, présentation P. Commun, Paris, Les Belles Lettres, 2009, p. 61.

comme le Centre d'études politiques et civiques (CEPEC). Surtout, j'ai rappelé (p. 253) les relations entre Röpke et Ludwig Erhard, et son appui apporté à sa politique économique, notamment après avoir été sollicité par Konrad Adenauer. J'aurais certes pu aller plus loin, mais mon travail n'était pas celui d'un politologue ou d'un historien tel que l'entend J. Solchany, qui est en effet indispensable.

Pour autant, contrairement à ce qu'il laisse entendre, Röpke n'était pas du tout sur la même ligne que les plus intransigeants défenseurs américains du libre marché, même quand il collaborait avec eux – comme d'ailleurs avec d'autres, moins radicaux. Ce fervent lecteur des encycliques sociales, qui avait des affinités partielles avec les solidaristes chrétiens qu'il fréquentait aussi, appartenait à une tradition marquée par une forte méfiance vis-à-vis du capitalisme de « laisser-faire ». Prenons son rapport au legs ultra-libéral de Bastiat, que Solchany mobilise en croyant pouvoir m'objecter que Röpke s'y réfère sur la critique de l'étatisme. C'est vrai, mais l'Allemand le cite – sur quelques lignes ! – beaucoup moins que plusieurs américains libertariens. Et il cite d'ailleurs aussi, sur le sujet, la pensée de Proudhon, bien plus longuement. Surtout, il en va des citations comme des réseaux, et là réside un nouveau désaccord méthodologique : le fait de citer très ponctuellement Bastiat ne signifie nullement adhésion à sa vision d'ensemble. En appendice d'un des textes fondateurs de Röpke – et alors que les deux hommes collaborent étroitement –, son ami Rüstow renvoie ainsi le libéralisme de Bastiat à un prolongement tardif et épigonal du libéralisme métaphysique d'Adam Smith, qu'il rejette<sup>9</sup>. Son livre sur le sujet fait figurer aussi Bastiat parmi les propagateurs des impasses du vieux libéralisme<sup>10</sup>. Même s'il ne traite pas de Bastiat, Röpke est alors sur la même position, comme en attestent ses sévères jugements sur le legs de Smith, accusé d'avoir favorisé « l'aveuglement des libéraux sur la nécessité de donner au marché un cadre juridique strict<sup>11</sup> ». On ne trouve certes pas de telles critiques de Smith chez les « libertariens » américains, alors même que Röpke ne changera jamais fondamentalement de position à cet égard. C'est d'ailleurs à raison que l'un des spécialistes de Röpke a souligné que, en dépit de son estime pour le publiciste français, l'Allemand avait défini son libéralisme contre le libéralisme à la Bastiat et ses « harmonies économiques »<sup>12</sup>.

---

<sup>9</sup> A. Rüstow, « General Sociological Causes of the Economic Disintegration and Possibilities of Reconstruction », Appendice de W. Röpke, *International Economic Disintegration*, Londres-Edimbourg-Glasgow, W. Hodge and Compagny, 1942, p. 271.

<sup>10</sup> A. Rüstow, *Das Versagen des Wirtschaftsliberalismus als religionsgeschichtliches Problem*, Düsseldorf-Munich, Heidelberg, Küpper, 1950.

<sup>11</sup> W. Röpke, *La Crise de notre temps*, trad. H. Faesi et Ch. Reichard, Neuchatel, La Baconnière, 1945, p. 192.

<sup>12</sup> S. Gregg, *Wilhelm Röpke's political economy*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing Limited, 2010.



Dans les années 1940, les textes fondateurs de Röpke affirment qu'un certain nombre important de services et d'entreprises publics – transports, gaz, électricité, etc. – ne sont pas incompatibles *a priori* avec sa vision du libéralisme. Il recommande même que certaines entreprises en situation de monopole soient prises en charge ou surveillées par les pouvoirs publics. Certes, comme je le souligne moi-même, il évoluera. Cependant, même dans ses écrits tardifs les plus virulents contre le *Welfare State*, il confie que « personne ne doit se leurrer sur le fait que, malgré tout, le problème de la prévoyance ne peut être résolu de nos jours sans un minimum de prévoyance réglementée par l'État ». Et il inclut dans cette catégorie les points suivants : « Rentes des vieux, assurance maladie, assurance accidents, assistance aux économiquement faibles, assistance chômage – toutes ces institutions qui nous sont devenues aussi familières que les gares et les guichets de poste<sup>13</sup>. » Bien sûr, le libéral-conservateur Röpke restait un procureur du *Welfare State*, mais différemment d'autres figures de la Société du Mont Pèlerin.

### **Les vraies divergences de la Société du Mont Pèlerin**

La limite méthodologique du type d'approche que défend J. Solchany, selon moi, réside dans une survalorisation de la logique des « réseaux » – et de certains réseaux plutôt que d'autres –, dont je reconnais certes toute l'importance. La prudence ici s'imposerait. Ainsi, le fait que Jovenel ait été consulté pour la traduction du texte de Bastiat, *La loi*, dans le cadre de la Foundation for Economic Education, comme me l'objecte J. Solchany, n'éclaire en vérité que très peu de choses sur ses positions. Car jamais – même au plus fort de son alliance avec les libéraux – Jovenel ne partagea entièrement les idées de ce pôle libertarien. Il me paraît au moins aussi intéressant de souligner que le Français devait ensuite claquer la porte de la Société du Mont Pèlerin en reprochant à Friedman un anti-étatisme sectaire. Les meilleurs spécialistes de Jovenel ont d'ailleurs raison de dire qu'il ne partagea pas la ligne la plus « *free market* » de certains membres de la Société<sup>14</sup>. Cela permet aussi d'éclairer sa trajectoire singulière et d'autres alliances qu'il a nouées, avec Raymond Aron notamment.

Plus largement, ma thèse est que la naissance de la Société du Mont Pèlerin, en avril 1947, par-delà des continuités évidentes, marque une relative rupture idéologique et

---

<sup>13</sup> W. Röpke, *Au-delà de l'offre et de la demande*, op. cit., p. 246.

<sup>14</sup> N. Raschi, *Autorità e potere. Il pensiero politico di Bertrand de Jovenel*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2008 ; D. Mahoney, *Bertrand de Jovenel. The Conservative Liberal and the Illusions of Modernity*, Wilmington, Easy Books, 2005. Voir aussi O. Dard, *Bertrand de Jovenel*, Paris, Perrin, 2008.

sociologique par rapport à certaines tendances fortes du Colloque Lippmann et de l'éphémère Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme (C.I.E.R.L.), qui en sera issu. Par exemple, tandis que des syndicalistes de la C.G.T. et des socialistes planistes – certes très minoritaires – étaient invités à discuter dans le C.I.E.R.L., sous l'impulsion de Rougier et avec la bénédiction de Röpke, la Société du Mont Pèlerin voit entrer en force les tendances patronales et doctrinales américaines les plus violemment hostiles au legs du *New Deal*, et les plus intégristes : celles-ci prônent un retour au « libéralisme classique » et au « libre marché », et nullement une « révision du libéralisme ».

Certes, contrairement à ce qu'affirme, J. Solchany, j'ai indiqué des points de convergences, au départ, entre certains Allemands et Américains, en pointant des affinités entre Eucken et Henry C. Simons, mort en 1946, mais toujours influent. Et, contrairement encore à ce qu'il écrit, je n'ai pas décidé que certains protagonistes étaient « modérés » – les Allemands, Français et Italiens – et d'autres non. Peut-être a-t-il sauté la page 251 où j'explique que le mot « modéré » était à prendre non pas dans l'absolu – ni même selon mon propre jugement ! –, mais du point de vue des acteurs eux-mêmes. Et ce fut bien le cas, durablement. Aussi ai-je préféré parler d'un pôle « relativement modéré ». C'est ainsi que l'Américain d'origine allemande, Karl Brandt, dira dans une lettre de juillet 1947 à son ami Röpke que les membres « libertariens » de la Foundation for Economic Education n'étaient à ses yeux que des « laisser-fairistes » sectaires. Autre témoignage éloquent, celui du libertarien américain Pierre Goodrich – pourtant l'un des plus proches des Allemands – qui confiera à Röpke, dans une autre lettre de janvier 1963, qu'il n'a jamais cru en sa « troisième voie », selon lui encore beaucoup trop étatiste. Surtout, Mises disait de Röpke qu'il était, selon lui, bien trop proche du socialisme – suprême insulte ! –, tandis que Röpke lui-même évoquait une bataille entre Mises et Eucken sur la ligne doctrinale à suivre dans la Société du Mont Pèlerin – entre un libéralisme de laisser-faire et un libéralisme des règles –, et que des piliers de la Foundation for Economic Education enrageaient, au début, devant ce qu'ils dénonçaient comme les compromis socialistes ou interventionnistes de nombreux libéraux continentaux. D'où leur tentation, palpable dans leur correspondance, de quitter la Société du Mont Pèlerin et lui retirer leur soutien financier. Ils se méfiaient même beaucoup de certaines figures de l'école de Chicago des années 1930 – Simons et Knight. Quant à Karl Popper, figure prestigieuse de la naissante Société du Mont Pèlerin, il souhaitait à l'origine une forme de réconciliation – sous les auspices de John Stuart Mill et de Lippmann, disait-il – entre libéraux et socialistes démocratiques, en plaidant, dans sa correspondance avec Hayek, pour

une orientation libérale qu'il définissait ouvertement comme étant « de gauche » et soucieuse des souffrances sociales. Hayek ne l'écouta pas, et ce ne fut certes pas la voie suivie, surtout à partir des années 1960. Pour ce qui est de l'Italien Carlo Antoni, prestigieux intellectuel lié au Parti libéral italien, il avait attaqué vivement le livre majeur d'un autre membre de la Société, à savoir De Jouvenel – *Du Pouvoir*, à ses yeux, était une prophétie trop pessimiste concernant l'avènement de l'étatisme généralisé – et il jugeait que la philosophie de Hayek était tributaire d'un utilitarisme fort regrettable. Il ne cessera de déplorer l'économicisme de la Société du Mont Pèlerin, en accord avec le Suisse Hunold, son proche ami, qui était alors un organisateur et un soutien financier crucial de la Société.

Contrairement à ce que Solchany affirme, même Röpke avait de fortes hésitations à s'allier avec Hayek, dont il ne partageait pas entièrement les vues, notamment sur la social-démocratie. Un an avant la fondation de la Société du Mont Pèlerin, il confie même, dans une lettre de mars 1946 à De Jouvenel que j'ai exhumée, qu'il partage ses critiques sur *La route de la servitude*, et dit regretter que Hayek tende à mettre dans le même sac la social-démocratie et le nazisme, et qu'il néglige les souffrances populaires. Dans plusieurs textes, Röpke développe une critique des socialistes qui invite ceux-ci à renouer avec leur tradition démocratique et libérale. Il ira même jusqu'à écrire que les partis socialistes doivent se souvenir qu'ils se sont jadis « nourris au sein généreux du libéralisme<sup>15</sup> ». D'où sa stratégie de s'adresser aux socialistes sans vouloir, dit-il, « entrer en guerre » avec eux, mais en faisant appel à leur sens démocratique<sup>16</sup>. Choix largement tactique, sans doute, mais ce n'est pas le point de vue de Hayek, encore moins celui de Mises, même quand Röpke mobilise en effet positivement *La route de la servitude*. Au reste, dans sa lettre à Jouvenel, l'Allemand avoue tergiverser quant à l'opportunité de mener bataille « sous le même drapeau » que Hayek. Ses réserves révèlent que l'action commune de ces libéraux alors très isolés ne s'est pas faite sans ambiguïtés.

Aussi, je ne suivrais pas J. Solchany dans sa direction, même s'il a tout à fait raison de rappeler, comme je l'ai fait, les alliances qui se sont nouées. Mais tandis que J. Solchany a soutenu récemment que Röpke est « l'autre Hayek », je soutiens en effet qu'il n'est pas « l'alter ego » de Hayek : ce sont bien deux types de libéralismes, sensiblement différents, qui

---

<sup>15</sup> W. Röpke, *Explication économique du monde moderne*, trad. P. Bastier, Paris, Librairie de Médicis, 1948, p. 314.

<sup>16</sup> W. Röpke, « Diagnostic de notre temps », *Études économiques*, n°79, décembre 1951, p. 11.

sont portés par ces économistes, au sein même de la Société du Mont Pèlerin. Et ces divergences de fond auront un impact sur des conflits qui n'étaient pas seulement personnels. Là réside encore notre désaccord amical. Certes, j'ai bien rappelé (p. 225) que Röpke avait publié une préface globalement favorable à l'édition suisse de *La route de la servitude*, traduite en allemand par sa propre épouse. Et j'ai souligné (p. 213) que l'on trouvait chez le Hayek des années 1940-1950 une « critique de la métaphysique et de l'idéologie du laisser-faire », un « attachement aux règles de la concurrence », et même un « volet social », plus limité que chez l'Allemand. Plus largement, contrairement à ce qu'il suggère, j'évoque (p. 443) des « convergences partielles » de Röpke avec Hayek sur la critique du scientisme et du collectivisme. Cependant, leur correspondance des années 1940 révèle déjà des différences évidentes : tandis que Hayek reproche à Röpke une critique expéditive du « laisser-faire » et regrette sa façon de renvoyer dos-à-dos collectivisme et vieux libéralisme – divergence évidemment cruciale ! –, Röpke déplore de son côté que Hayek ait attaqué la sociologie catholique conservatrice de Le Play, qu'il vénérât. Ajoutons enfin que le projet de revue *Occident* de Röpke, juste avant la fondation de la Société du Mont Pèlerin, insiste sur la nécessité d'une révision de type « troisième voie » et déploie une rhétorique crépusculaire sur la crise de l'Occident chrétien et humaniste qui trouve certes quelques échos chez Hayek, mais qui diffère à l'évidence par ses priorités. Et il va de soi que ce type de discours était fort peu audible par des ultra-libéraux comme Mises – qui n'avait rien oublié de ses polémiques avec Rüstow et Röpke concernant leur nostalgie de la paysannerie qu'il fustigeait comme un dangereux « romantisme » – ou plus encore Friedman. Ultérieurement, quand l'ultra-conservateur Kirk lancera un projet de revue conservatrice, Röpke évoquera, en réponse enthousiaste, la mémoire de son propre projet avorté, *Occident*. Or, à cette époque, lui et Hunold soutenaient, contre Hayek, la présence de Kirk dans la Société du Mont Pèlerin. Les désaccords doctrinaux, notamment sur le conservatisme, restaient patents : même à la fin de sa vie, malgré des convergences, Röpke s'en prendra vivement, dans deux notes assassines, au seul recueil jadis dirigé et publié par Hayek, issu de la Société du Mont Pèlerin, *Capitalism and the Historians*. Reprenant un article critique de 1954, il reprochait encore à son collègue d'avoir totalement sous-estimé la tragédie – en termes de désintégration sociale, de crise de civilisation – du capitalisme historique. Là résidait, selon lui, « une faiblesse grave<sup>17</sup> » de ce livre collectif essentiel.

---

<sup>17</sup> W. Röpke, *Au-delà de l'offre et de la demande*, op. cit., p. 169, p. 258.

Au demeurant, les divergences lourdes entre Röpke et Hayek étaient bien connues de certains membres éminents de la Société du Mont Pèlerin. L'un des principaux organisateurs du meeting de Turin, l'économiste Sergio Ricossa, dira que Hayek – qu'il connaissait et admirait – ne partageait sûrement pas « l'utopie » chère à Röpke « de la civilisation agraire et de la petite entreprise familiale, sans parler de l'esprit solidariste chrétien<sup>18</sup> ». Ce n'est évidemment pas non plus pour rien que le dirigeant historique de la Démocratie chrétienne, Alcide de Gasperi, s'était réclamé de cette « troisième voie » – et certainement pas de Hayek – dans sa propre quête d'un nouveau modèle économique plus solidaire. Bien sûr, cela ne veut pas dire que Röpke, qui évoluera en effet, ne nourrira pas également des relations importantes – tout comme bien d'autres, y compris Allais – avec des milieux beaucoup plus « *free market* ». Enfin, il est vrai que, après son départ, des Allemands resteront dans la Société du Mont Pèlerin : mais les rapports de forces seront de plus en plus, numériquement et idéologiquement, en faveur des Américains et des Anglais. Et certaines polémiques persisteront.

### **Le tournant des années 1970**

Il ne s'agissait pas pour moi, contrairement à ce que croit J. Solchany, de reconstruire un improbable courant néo-libéral « progressiste » – et encore moins de m'en réclamer. Si Rougier, par exemple, s'opposera dès les années 1960 à Hayek en défendant y compris le legs du *New Deal*, si Lippmann se fera le soutien des politiques sociales progressistes de Kennedy et Johnson, ou encore si Allais défendra une troisième voie « libérale sociale » qui faisait horreur à Mises, cela ne veut pas dire qu'ils formaient un courant homogène et progressiste : de fait, Rougier se rapprochera de l'extrême droite, Lippmann développera une philosophie conservatrice dans le sillage de Leo Strauss, et Allais n'était pas un « homme de gauche ». Ce que je soutiens, c'est que cette nébuleuse toujours résolument libérale – mais plus proche, disons, du legs de Detoef et de Marlio que des idées de Mises, Hayek et Friedman – sera largement dépassée par la vague internationale dont parle ici Émile Chabal, à l'évidence beaucoup plus orientée « *free market* », des années 1970. Il me semble que j'aborde le sujet bien davantage qu'il ne le dit, en revenant sur les raisons de la gloire de Friedman, sur l'expérience des « *Chicago Boys* » au Chili, ou encore sur la mode des « nouveaux économistes », et en soulignant que le mot néo-libéralisme qui resurgit commence à changer de sens. Le rapport de forces qui se consolidera en faveur des Anglais et surtout des

---

<sup>18</sup> S. Ricossa, « Prefazione », in B. Leoni, *La Sovranità del consumatore*, Rome, Ideazione, 1996, p. 16.

Américains libéraux extrémistes dans la Société du Mont Pèlerin – avec l’appui de nouvelles nationalités – se trouvera alors comme en harmonie avec les événements historiques, notamment la « révolte fiscale » californienne qui anticipe la révolution reaganienne. Avec la pénétration, contre les vœux de Röpke et Hunold, des Anglais de l’Institute of Economic Affairs – futur pilier du thatchérisme –, avec la percée de Friedman et de ses élèves – dont Gary Becker –, avec l’impulsion capitale donnée par le quasi-libertarien Bruno Leoni – qui favorisera l’école du Choix public de James Buchanan et Gordon Tullock –, la Société du Mont Pèlerin évoluera et se radicalisera pour devenir enfin ce lieu célébré par les « nouveaux économistes » français de la fin des années 1970 : une sorte de think tank ultra-libéral. Cette période étant intellectuellement la plus connue, et la plus étudiée, mon livre s’y attarde moins. Elle mériterait cependant, en effet, d’amples analyses. Cependant, je ne suis pas sûr que l’engouement qui monte alors en faveur du libre marché soit fortement imputable, comme le donne à penser Émile Chabal, à l’impulsion donnée par l’antitotalitarisme et certains soixante-huitards reconvertis. Bien d’autres facteurs, parfois autrement lourds, me semblent avoir pesé. En tout cas, on assiste alors aux débuts d’une mutation globale dans le mode de production, dans la finance et la société, sur fond d’une crise économique durable, marquée par une « stagflation » qui semble attester, selon les mots de John Hicks en 1974, une « crise de l’économie keynésienne<sup>19</sup> ». C’est durant cette phase d’inquiétude politique et morale aigue, liée à l’affaiblissement des États-Unis ainsi qu’à l’enlisement de l’économie anglaise, que s’engouffrent, avec le combat antisyndical, les « solutions » à la Friedman et à la Hayek, au demeurant différentes dans leurs paradigmes et dans leurs préconisations précises, en particulier monétaires.

Même en Allemagne, à la fin des années 1970, ce sont ces noms-là et ces théories qui s’imposent alors – et non pas ceux d’Eucken, de Rüstow et de Röpke. Sans doute une certaine interprétation de l’ordo-libéralisme continuera-t-elle de marquer ensuite l’économie allemande et la construction européenne – politique monétaire et de la concurrence –, mais dans le contexte d’un nouveau capitalisme financier que n’imaginaient pas ses fondateurs. Difficile de voir comment on pourrait imputer au libéralisme allemand, ou encore au libéralisme d’Allais – sans pour autant vouloir les « défendre » – certains traits du capitalisme aujourd’hui en crise : dérégulation et opacité généralisées, déconnexion de l’économie spéculative, pouvoir démesuré des « géants » du *business* et de la finance, concentration

---

<sup>19</sup> J. Hicks, *The Crisis in Keynesian Economics*, Oxford, Basil Blackwell & Mott, 1974.

vertigineuse des richesses – un phénomène que Rüstow et Röpke, contrairement à Hayek et Friedman, condamnaient –, liens incestueux entre milieux d'affaires et pouvoirs politiques, économie mafieuse, évasion fiscale, etc. En revanche, certains traits de la rigueur allemande et européenne trouvent probablement là une de leur source. Cependant, la configuration inédite du capitalisme que nous connaissons donne à penser que le « libéralisme sociologique », à la façon de Rüstow et Röpke, fait bien partie des vaincus de l'histoire. Il suffit de lire leurs dénonciations véhémentes de la société de consommation – le culte de l'automobile, du réfrigérateur et du tourne-disque perçus comme des catastrophes, tout comme l'arrogance ostentatoire des plus riches ! –, et plus particulièrement la critique radicale de la publicité commerciale menée jusqu'à sa mort par Röpke, pour le mesurer. À ses yeux, l'âge de la publicité et des nouveautés technologiques, en plus de favoriser les politiques inflationnistes et de privilégier les grandes entreprises, était celui de la dégradation des âmes – le descendant de pasteurs qu'il est toujours resté définissait alors l'homme comme « *homo religiosus* » – et de la défiguration catastrophique des paysages. Comme l'avaient noté certains de ses contemporains, Röpke était le lointain héritier d'un romantisme antimoderne : dans les années 1940, il allait même jusqu'à condamner la production industrielle des bouteilles, lui préférant une fabrication artisanale ! Et le rapport respectueux, voire religieux, à une nature préservée restera une de ses obsessions centrales, avec celui d'une « économie humaine », ou encore « à l'échelle de l'homme », hostile au « gigantisme ». Alors que Friedman allait fustiger les politiques de protection de l'environnement, le très conservateur Röpke n'aura cessé, depuis les années 1940, de déplorer la laideur des villes modernes, l'épuisement des ressources, la déforestation, l'extinction des espèces et le saccage de l'environnement : « Nous violons la nature, au point d'« effacer le paysage »<sup>20</sup> ». Et cette déploration s'accompagnait d'un regret sur la perte du sens de la « communauté ». Ce n'est certes pas exactement, chez cet admirateur de la « sagesse humaniste de Gandhi », le même libéralisme que celui de Hayek, de Friedman, et des réseaux ultra-libéraux qui nient la gravité de la crise climatique. Cette spécificité de Röpke, me semble-t-il, ne saurait être occultée, quels que soient les « réseaux » qu'il a fréquentés en effet, où il menait d'ailleurs ses propres combats, en plaidant notamment pour que les entrepreneurs conservent une formation « humaniste ».

Certes, Jean Solchany a raison de dire que Röpke reste aujourd'hui connu dans certains cercles ultra-libéraux et ultra-conservateurs, mais il ne semble pas percevoir assez

---

<sup>20</sup> W. Röpke, *Au-delà de l'offre et de la demande*, op. cit., p. 128.

que son influence mondiale dans la théorie économique, sauf en Allemagne – et encore, assez faiblement – est restée extrêmement marginale par rapport à celle de l'école de Chicago ou même de l'école autrichienne. Et l'apport de son « *alter ego* » Rüstow, grand critique de « l'aveuglement sociologique » du libéralisme, est tombé dans l'oubli. Il est vrai aussi que Röpke reste cité par certains apôtres du marché. Mais, une fois encore, cette approche méthodologique chère à J. Solchany n'est pas la seule possible. Et je me permets de compléter son tableau en rappelant que le théoricien allemand de « l'économie humaine » est également cité positivement par certains des plus vifs critiques du libéralisme actuel, comme des catholiques sociaux très hostiles à l'école de Chicago – par exemple, le théologien Hans Küng<sup>21</sup> ou le journaliste chrétien-social Edmondo Berselli dans son plaidoyer pour une « économie juste »<sup>22</sup> –, et même l'économiste du « développement durable », Jeffrey D. Sachs, dans sa dernière charge contre le néo-libéralisme et l'école de Chicago<sup>23</sup>.

Sans doute tous ces auteurs, certes contestables sous bien des aspects, changeraient-ils d'avis en lisant J. Solchany et les politistes ou sociologues dont il s'inspire. En attendant, la multiplicité des postérités de ce « libéralisme sociologique » confirme, selon moi, la complexité de ce dossier – et l'impossibilité d'occulter raisonnablement la diversité des « néo-libéralismes ».

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 4 juillet 2012

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)

---

<sup>21</sup> H. Küng, *Anständig Wirtschaften*, Munich, Piper, 2010.

<sup>22</sup> E. Berselli, *L'economia giusta*, Turin, Einaudi, 2012.

<sup>23</sup> J. D. Sachs, *The Price of Civilization. Reawakening American Virtue and Prosperity*, New York, Random House, 2011.